

ETATS-UNIS - PROHIBITION A L'IMPORTATION DE CERTAINES
CREVETTES ET DE CERTAINS PRODUITS
A BASE DE CREVETTES

Constitution du Groupe spécial établi à la demande de la Malaisie,
de la Thaïlande, du Pakistan et de l'Inde

Note du Secrétariat

1. A sa réunion du 25 février 1997, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial comme la Malaisie et la Thaïlande l'avaient demandé dans le document WT/DS58/6. A la même réunion, l'ORD a établi un groupe spécial comme le Pakistan l'avait demandé dans le document WT/DS58/7. Il est convenu également que les deux Groupes spéciaux seraient regroupés en un Groupe spécial unique, conformément à l'article 9:1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, doté du mandat type (WT/DSB/M/29).
2. A sa réunion du 10 avril 1997, l'ORD a établi un groupe spécial comme l'Inde l'avait demandé dans le document WT/DS58/8. L'ORD est convenu également que ce groupe spécial serait regroupé avec le Groupe spécial déjà établi à la demande de la Malaisie, de la Thaïlande et du Pakistan le 25 février 1997.
3. Les parties au différend sont convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type:

"Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par la Malaisie et la Thaïlande dans le document WT/DS58/6, par le Pakistan dans le document WT/DS58/7 et par l'Inde dans le document WT/DS58/8, la question portée devant l'ORD par la Malaisie, la Thaïlande, le Pakistan et l'Inde dans ces documents; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."
4. Le 15 avril 1997, les parties au différend sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante:

Président: M. Michael Cartland

Membres: M. Carlos Cozende
M. Kilian Delbrück
5. Au 15 avril 1997, l'Australie, la Colombie, les Communautés européennes, le Costa Rica, El Salvador, l'Equateur, le Guatemala, Hong Kong, le Japon, le Mexique, le Nigéria, les Philippines, le Sénégal, Singapour, Sri Lanka et le Venezuela avaient réservé leurs droits de participer en qualité de tierces parties aux travaux du Groupe spécial.